

Leadership Féminin Face Aux Défis D'Intégration Sociopolitique En République Démocratique Du Congo : Analyse Et Perspectives

[Feminine Leadership Facing The Challenges Of Socio-Political Integration In The Democratic Republic Of Congo: Analysis And Perspective]

*Kadimba Ilunga Marcel¹, Kalokola Yangonde Julien², Okwango Mindolo Junior³

¹Centre de Recherche en Sciences Humaines (CRESH), Département des Sciences Politiques, Administratives,
Relations Internationales et Bonne Gouvernance, Kinshasa, République démocratique du Congo

Auteur correspondant : KADIMBA ILUNGA Marcel, (marcelkeykadimba2018@gmail.com). Tél. : (+243) 812
002 001



Résumé : Cette étude s'intéresse à l'intégration des femmes congolaises (RDC) dans la sphère sociopolitique de 2007 à 2023. Elle aborde le leadership féminin dans la vie politique et sociale en RDC. En effet, selon les différentes études, la participation des hommes et des femmes à la vie politique et publique a été démontrée à plusieurs reprises comme une condition essentielle de la croissance économique et du progrès social. Néanmoins, il est indéniable que dans nombreux pays du monde, les femmes ne participent pas autant que les hommes à la vie politique, économique et sociale de leurs villes. Ainsi, en élargissant le débat sur les perspectives inhérentes à la nécessité de la prise en compte effective des atouts des femmes au sein des sphères décisionnelles, cet article débouche sur la tendance selon laquelle l'intégration sociopolitique des femmes est essentielle pour une parité dans la gestion de la chose publique.

Mots Clés : Genre, Politique, Leadership, Intégration Social, Dirigent.

Abstract: This study focuses on the integration of Congolese women (DRC) in the socio-political sphere from 2007 to 2023. It addresses female leadership in political and social life in the DRC. Indeed, according to various studies, the participation of men and women in political and public life has been repeatedly demonstrated as an essential condition for economic growth and social progress. However, it is undeniable that in many countries around the world, women do not participate as much as men in the political, economic and social life of their cities. Thus, by broadening the debate on the perspectives inherent in the need for effective consideration of women's assets within decision-making spheres, this article leads to the trend according to which the socio-political integration of women is essential for parity in the management of public affairs.

Keywords: Gender, Politics, Leadership, Social Integration, Lead.

1. Introduction

La voie vers l'égalité entre hommes et femmes est non seulement tortueuse mais marquée aussi de retours en arrière, comme un labyrinthe dans lequel lois, règlement, luttes de femmes et autres volontés d'émancipation se heurteraient constamment à des

obstacles (Coenen, 2009). Ce qui est intéressant dans le vieux système de genre des sociétés occidentales ce n'est pas qu'il est immuable mais qu'il se maintiennent en redéfinissant continuellement ce que sont les hommes et les femmes et ce qu'ils font, tout en préservant la présupposition fondamentale que, quelles que soient les différences, elles impliquent en définitive que les hommes ont d'avantage du pouvoir que les femmes (Ridgeway, 2004). En d'autres termes, « *les frontières se déplacent plus qu'elles ne s'effacent* ». (Maruani, 1998).

C'est à cette dynamique que les recherches sur le leadership féminin sont consacrées afin d'identifier les obstacles constatés dans différents contextes sociaux et organisationnels. Très souvent, les analyses effectuées ont été de nature à mettre de côté la question du sexe, elles traitaient essentiellement le leadership exercé par les hommes et cela paraît évident quand on sait que l'ascension des femmes dans la sphère décisionnelles n'a vu le jour que depuis peu (Vallet, 2016). Ce qui revient à dire que, les études des femmes et du leadership est un phénomène récent, particulièrement parce que, le leadership s'est beaucoup focalisé sur l'étude des grands hommes qui définissaient le pouvoir, l'autorité et la connaissance (Cirhibuka, 2021).

Bien que les femmes aient de plus en plus accès à des postes à responsabilité, elles sont rarissimes dans les postes de pouvoir de haut niveau. Cette forme d'inégalité fait ainsi du leadership une prérogative masculine dans plusieurs domaines de l'activité sociale : organisationnelle, politique et autres (Houdzi, 2018), ce qui fait que l'image des communs de mortels illustre à ce sujet que le leadership engage plusieurs controverses. Mais, avec l'émergence et la montée en puissance du nombre des femmes dirigeantes, le genre a commencé à figurer dans les études sur le leadership et nous en tant que chercheurs essayons d'analyser ce phénomène pour élucider la question de leadership féminin afin de déceler les défis que rencontrent les femmes congolaises en vue d'une meilleure intégration sociopolitique.

L'objectif de ces papiers consiste à appréhender les défis auxquels les femmes congolaises sont confrontées aux fins d'une intégration sociopolitique équilibrée en RDC.

En effet, il est question de répondre au problème général qui est celui de savoir, si les hommes et les femmes peuvent implémenter un leadership unique ou différent ? Spécifiquement, la question que posent ces papiers est de savoir quels sont les défis que les femmes congolaises rencontrent pour s'intégrer dans la sphère sociopolitique en RDC ? Tenant compte de la problématique sus évoquée en rapport avec l'étude sous examen, le leadership serait non sexiste, tout dépend de la manière dont le leader joue son rôle, sans avoir besoin de se demander qu'il s'agisse de l'homme ou de la femme. Il est incarné et imprimé par une personne ayant cette carrure dont sa vision et ses actions sont axées sur les résultats.

Pour mener à bien ces recherches, ces papiers ont recouru exclusivement à la méthode d'analyse qualitative (Dumez, 2015) qui a servi d'adopter un point de vue totalement objectif en vue de décrire et qualifier la question du leadership féminin. Cette méthode permet d'analyser les défis que rencontrent les femmes pour leur intégration dans la vie sociopolitique en République Démocratique du Congo. Il sera aussi question de recourir aux techniques documentaires, d'observation libre, d'entretien exploratoire et de la webographie.

Les résultats attendus de ces papiers consistent à apporter des solutions aux éléments de controverses sur la considération des femmes pétries des qualités et compétences de leadership aux fins qu'elles ne soient plus considérées comme des êtres auxiliaires, mais par contre des êtres capables de jouer le même rôle que les hommes.

Eu égard à ce qui précède, considérant l'introduction et la conclusion, cette étude est subdivisée en trois points, notamment :

- Compréhension du concept Leadership féminin ;
- Les femmes congolaises face aux défis d'intégration sociopolitique en RDC ;
- Perspectives d'avenir.

2. Littérature

2.1. Compréhension du concept leadership féminin

Commençons tout d'abord par élucider le concept leadership avant de faire comprendre le concept leadership féminin.

Le leadership est un terme emprunté en Anglais, qui signifie la capacité d'un individu à mener ou conduire d'autres individus ou organisation dans le but d'atteindre certains objectifs (Houdzi, 2018). Le leadership se présente aujourd'hui comme un besoin non négligeable au changement de plusieurs secteurs et organisations car il implique les trois facteurs clés au sens d'une organisation : l'être humain, l'influence et l'exercice du pouvoir ; et l'atteinte des objectifs (Moleka, 2022).

C'est aussi une personne qui a une certaine qualité notamment : avoir la vision est la capacité de voir clairement le future ou l'avenir d'une organisation dont il guide et définit une direction bien tracée pour y arriver, le leader doit aussi avoir une bonne capacité de communication, la confiance, l'empathie, la capacité à inspirer, la résilience, la capacité à déléguer, la créativité, la connaissance c'est-à-dire, il doit être cultivé, avoir de l'expertise ainsi que la capacité à apprendre.

Le leadership féminin est considéré comme la capacité de bouger, de motiver, de diriger, de conseiller, de guider, d'influencer, d'ordonner, d'interdire et même de punir en cas de besoin afin d'atteindre les objectifs communs efficacement, et cela sous la conduite d'une femme (Eviatiwi, 2020).

Ainsi, une femme leader congolaise qui incarne ou possède les qualités précitées peut inspirer sa société à atteindre des niveaux des performances élevées et à en faire un succès durable.

- **Différence entre Management et Leadership**

Si toutes les grandes écoles enseignent aujourd'hui, les techniques de management, le leadership ne fait en revanche pas partie des compétences théoriques qui s'acquièrent facilement. Le leadership repose en effet sur le soft skills telle que l'intelligence comportementale d'une personne, il relève donc, d'avantage d'un caractère inné (Fleur, 2020). Si le leader en général est un bon manager, l'inverse n'est toujours pas vrai.

Le leadership au-delà de management peut posséder ou non une fonction de management au sein d'une organisation, mais la distinction réside dans la nature de l'autorité naturelle exercée par le leader. Lorsque le manager se démarque par sa position, le leader se démarque par son charisme. La confiance, l'adhésion et le sentiment d'appartenance sont produits par sa personnalité et son pouvoir d'influence, c'est pourquoi un leader sera suivi par ses collaborateurs même lorsqu'il dépasse les limites établies par la direction. Il est donc essentiel que le leader soit exemplaire afin de pouvoir exercer le leadership.

Devant un niveau de leadership élevé, les équipes se sentent impliquées, engagées, motivées, soutenues et sécurisées. Participer à la vie sociopolitique devient alors un défi.

2.2. Les femmes congolaises face aux défis d'intégration sociopolitique en RDC

De nombreux facteurs tels que socio-culturel, religieux, politique ou économique favorisent ou limitent tant soit peu la capacité des femmes à participer et à occuper des postes de direction sur un pied d'égalité avec les hommes. Ces facteurs affectent toutes les femmes, pauvres ou non. Mais leur impact est toujours plus profond sur les femmes pauvres. L'inégalité institutionnelle entre les femmes et les hommes ainsi que la façon dont s'organisent les systèmes politiques et économiques constituent un défi pour toutes les femmes qui luttent pour une participation égale et souhaitent occuper des postes de direction.

L'examen de ses facteurs permettra de ressortir les indicateurs de disparité pouvant être convertis en besoins et servir de support pour l'élaboration d'un plan d'action en faveur de l'intégration des femmes dans la vie politique en République démocratique du Congo.

2.2.1. Défis socioculturels

Les valeurs culturelles jouent un rôle fondamental dans l'équilibre des rapports sociaux et les relations de pouvoir entre hommes et femmes. Les rôles sexuels sont en effet définis et façonnés par la culture au sens large (Thebaud, 1999), à partir de laquelle se construisent les inégalités de genre et les normes sociales. La construction sociale du genre est un facteur fondamental de l'accès (ou absence d'accès) des femmes à la sphère politique et publique. Elle devient un obstacle à la participation politique des femmes dès lors qu'elle s'accompagne de règles, coutumes et croyances religieuses qui contribuent à limiter leurs droits.

2.2.2. *Les disparités entre les sexes et la construction sociale des relations*

L'organisation économique, politique et sociale des sociétés repose sur la définition et l'attribution des rôles sexuels. Selon les cultures et les contextes, les relations de genre sont différentes et jouent un rôle essentiel dans la construction de la famille, de la communauté et de la nation. Les inégalités liées au genre, en tant que construction sociale, peuvent entraîner des relations de subordination entre les sexes et entraîner des pratiques discriminatoires envers les femmes. Ce déséquilibre dans les relations sociales et de pouvoir entre les hommes et les femmes est à l'origine de la stratégie mise en place par divers acteurs de développement afin d'attirer davantage des femmes dans la vie des sociétés.

Les périodes de conflit et de reconstruction post conflit qui ont marqué l'histoire de la RDC ont été des moments propices à la recomposition des rôles sexuels et des identités sociales, ouvrant des possibilités nouvelles en faveur d'une représentation accrue des femmes dans les institutions politiques. Le poids des coutumes et des normes sociales qui régissent les communautés congolaises a souvent limité la portée et l'effet des initiatives menées pour accroître la participation des femmes à la vie politique. Le comportement politique féminin reste, dans une large mesure, façonné par l'héritage culturel des congolais, les acquis des normes sociales, depuis la période précoloniale, jusqu'à l'aube du processus démocratique enclenché en 2023 (Yalenga, 2024).

Alors que l'action politique est, de manière générale, vue comme l'apanage des hommes, les rôles assignés aux femmes par la société sont principalement ceux de l'épouse et de la mère au foyer, chargée d'assurer la survie de la famille et sa reproduction. De ce fait, les femmes sont impliquées dans la construction et la sauvegarde des normes qui les renvoient au destin de la féminité.

Les populations rurales restent très influencées par les traditions et valeurs culturelles héritées des coutumes locales. Or celles-ci, dans leur majorité, ne reconnaissent aucun rôle politique aux femmes.

A Kinshasa, ville cosmopolite, la principale raison de la faible participation des femmes à la vie politique est le manque de moyen financier.

Le poids des coutumes traditionnelles et patriarcales, semble donc plus fort dans les communautés rurales qu'en milieu urbain. Il existe cependant un paradoxe majeur quant à la perception qu'ont les femmes du rôle qu'elles devraient jouer dans la sphère politique. Nombreuses sont celles qui déclarent que: « la politique est une affaire d'hommes (AFP, 2012), mais mieux vaut une femme qu'un homme ».

L'analyse des avis défavorables à cette intégration révèle l'existence de nombreux obstacles à l'accroissement de l'intégration féminine en politique, parmi lesquels:

- Les normes sociales relatives à la sexualité, plus contraignantes pour les femmes que pour les hommes. L'appropriation du corps des femmes, considéré comme la propriété des hommes, de leur temps et de leur force de travail, constitue un obstacle évident dans leur participation à la vie politique. En favorisant leur confinement dans l'espace domestique, les coutumes patriarcales congolaises empêchent les femmes de s'impliquer dans la sphère publique, notamment la sphère politique ;
- La référence aux compétences politiques qui ont un lien avec l'assignation prioritaire des hommes aux fonctions politiques ;
- La différenciation des comportements politiques fondée sur la nature des femmes, « plus proches des valeurs positives », par rapport aux hommes.

2.2.3. *Le rôle des structures religieuses*

En dépit des valeurs qu'elles défendent publiquement, les églises restent profondément conservatrices quant au rôle assigné aux femmes dans la sphère publique. Elles se montrent d'une manière générale peu engagées en faveur d'une plus grande représentation des femmes aux postes de responsabilité politique. La plupart d'églises prônent la soumission des femmes aux hommes. Sauf cas exceptionnels de certaines églises fondées par les femmes, ces églises ne reconnaissent pas aux femmes le droit de prendre la parole devant les hommes au cours de leurs assemblées, par exemple. Refuser aux femmes l'accès à la parole publique, ne peut que contribuer au développement d'un sentiment d'irresponsabilité politique et sociale. La vision hiérarchique

des rapports sociaux de sexes véhiculée, par l'Eglise constitue un obstacle important à la participation des femmes à la vie politique, dans la mesure où elle les maintient dans un statut d'infériorité politique et sociale.

Malgré les principes qu'elles affichent, les églises demeurent très conservatrices en ce qui concerne le rôle des femmes dans la vie publique. De manière générale, elles sont peu mobilisées pour une plus grande représentation des femmes dans les postes de direction politique.

Les églises restent prisonnières des traditions reçues et perpétuées de génération en génération, autant que les institutions traditionnelles coutumières. Les interprétations fondamentalistes des enseignements tirés de la Bible selon lesquels Dieu a voulu que la femme soit l'aide de l'homme, ceux qui prêchent l'autorité de l'homme sur la femme et la soumission de celle-ci à l'homme, le récit biblique tiré de la Genèse (Perrot, 2016) présentant la femme comme le produit de la côte de l'homme, l'argument que Jésus n'avait pas de disciple de sexe féminin, sont autant des messages distillés et véhiculés auprès des fidèles et qui façonnent leur imaginaire.

Déjà au sein des églises, les femmes sont d'office disqualifiées pour l'occupation de certains postes. Les églises chrétiennes sont des agents de socialisation très puissants en RDC. Environ 95 % de la population congolaise s'affirme comme croyante et se montre très influencée par les discours et messages religieux.

2.2.4. *La question de l'éducation*

Les garçons sont deux fois plus nombreux que les filles à être inscrits à l'école. L'écart de la scolarisation entre les sexes est tel que l'UNESCO a déclaré qu'il serait difficile à la RDC d'atteindre l'objectif du Millénaire pour le développement d'une « éducation pour tous » (UNESCO, 2016).

A l'échelle nationale, le taux de scolarisation dans les zones urbaines est de 72% contre 43% pour les zones rurales. Deux facteurs jouent un rôle prépondérant dans le faible niveau d'instruction des femmes : la pauvreté et la tradition du mariage précoce pour les filles. Depuis la période des ajustements structurels de la décennie 1980, l'Etat congolais a progressivement diminué les subventions publiques accordées au secteur de l'éducation. Les familles pauvres doivent donc assumer seuls le coût des études de leurs enfants (minerval, salaires des enseignants, fournitures scolaires, frais de construction et de fonctionnement des écoles), ce qui les pousse souvent à retirer les filles de l'école au profit des garçons.

En outre, les communautés vivant en milieu rural continuent d'attacher une grande importance au mariage des filles à un âge précoce, ce qui nuit à la poursuite de leurs études. Les filles sont donc souvent amenées à abandonner leurs études ou à s'orienter vers des cycles de formation courts ouvrant directement sur le monde professionnel, cas de l'ONG Bureau de Recherche-Action pour le Développement Local, BRADL en sigle qui se distingue dans la formation professionnelle des filles et femmes de la Commune de Masina et Maluku ainsi que dans les quartiers Badara, Carrière et Kimpoko dans la Ville Province de Kinshasa (Ntumba, 2020).

2.2.5. *L'analphabétisme politique et juridique*

La méconnaissance des instruments juridiques nationaux et internationaux encadrant et protégeant leurs droits limite la capacité revendicatrice des femmes et les empêche d'agir efficacement (Dembélé, 2014) en faveur d'une plus grande égalité entre les genres, notamment dans le domaine politique. Si une partie de la population féminine congolaise, pour l'essentiel des activistes de la société civile et des femmes politiques, semble connaître l'existence des normes qui régissent l'activité politique, les femmes sont dans leur majorité relativement ignorante de tels instruments.

a. Défis politiques

Les politiques publiques de genre visent en principe à promouvoir les droits des femmes et l'égalité entre les sexes.

Les mesures politiques mises en place en faveur d'une plus grande égalité entre les genres, souvent basées sur des modèles étrangers, ne tiennent parfois pas compte du contexte national, ce qui empêche leur appropriation par les populations congolaises.

La faible participation des femmes à la vie politique s'explique également par l'existence de blocages idéologiques au sein des partis, voire parfois même dans certaines organisations dites de défense des droits des femmes. Les recherches sur lesquelles s'appuient cet article, révèle une très faible adhésion des femmes dans la sphère politique. A titre d'exemple, le tableau ci-dessous montre le faible taux, bien que croissant, de représentation des femmes à l'Assemblée nationale depuis 2007 (Bugandwa, 2023).

<i>Tableau 1 : Femmes présentes à l'Assemblée nationale</i>	
Session de mars 2023	66
Début de la législature de 2019	5
Législature de 2012-2017	44
Législature de 2007-2012	42

La sous-représentation des femmes à l'Assemblée nationale se reflète également au niveau de leurs instances dirigeantes, notamment le Gouvernement, dans lesquelles les hommes dominent. Ces derniers occupent les postes stratégiques et sont plus nombreux à y être candidats. Aussi, le faible nombre des femmes représentées au sein des partis politiques est un frein à l'émergence d'une classe politique féminine.

La démocratisation des partis politiques est un élément dont il faut tenir compte pour plus de responsabilisation des femmes en leur sein et pour favoriser la visibilité de ces dernières.

b. Défis économiques

Le leadership des femmes et leur participation à la vie politique sont partout menacés (Perret, 2022). L'une des raisons pour lesquelles les femmes ne sont pas présentes dans les instances dirigeantes des partis politiques est économique : le vote et la candidature sont soumis à une cotisation. Les partis politiques ne comptent que peu de femmes et celles qui y sont affiliées, faute d'avoir contrôlé les espaces d'accumulation, ne peuvent pas apporter une contribution financière importante aux partis. Cela diminue leur probabilité d'atteindre des positions politiques significatives. La participation politique des femmes et leur représentation au sein des instances de décision des partis ou des institutions étatiques sont fortement impactées par le manque de ressources financières. En général, les candidats aux élections sont les dirigeants actuels au niveau national ou local, sélectionnés par les partis.

2.3. Perspectives d'avenir

Il est possible d'affirmer que l'intégration sociopolitique donne les moyens aux femmes congolaises de créer un leadership et de participer aux instances dirigeantes de leur pays. Ancrée dans des politiques et programmes favorisant l'égalité dans tous les aspects de la vie sociopolitique, l'intégration des femmes est un élément décisif du processus de changement pour des millions de femmes.

L'analyse de ces évolutions créatives et prometteuses suggère des recommandations sur les actions à entreprendre à l'avenir.

2.3.1. Favoriser la socialisation politique des femmes

La famille, l'école, l'église, le lieu de travail et de vie, sont des espaces de socialisation dans lesquels se définissent et se structurent les rapports de genre. C'est donc là que se joue la question de la perception du rôle politique des femmes. Une redistribution des rôles politiques conforme au contexte actuel s'impose, pour réduire la passivité des femmes en rapport avec les activités politiques. Il est essentiel d'agir sur la cellule familiale pour permettre un changement des rapports de genre. En outre, l'école qui joue un rôle important dans la socialisation des filles, doit intégrer la dimension genre dans ses programmes scolaires afin de contribuer à la formation d'une génération des femme prêtes à participer, au même titre que les hommes, à la vie politique de leur pays. Par ailleurs, l'accès des femmes à l'éducation doit être renforcé. La gratuité de l'enseignement primaire devrait profiter prioritairement aux filles, que le système éducatif devrait sensibiliser davantage aux responsabilités politiques. L'école devrait donc servir de cadre de promotion du leadership féminin et de transmission de l'héritage des femmes leaders politiques aux jeunes générations et d'encouragement de ces dernières à s'engager.

Les médias jouent un rôle essentiel dans la vie politique et peuvent être un levier puissant pour la démocratie. Or le secteur des médias en RDC souffre actuellement d'une double carence : l'image des femmes y est négative et la présence des femmes dans les débats politiques est marginale, y compris dans ceux qui sont animés par des femmes journalistes.

Pour permettre aux femmes de s'impliquer davantage dans la vie politique, il faut qu'elles aient un accès aux médias égal à celui dont jouissent les hommes afin d'être plus visibles dans la sphère publique et de pouvoir y prendre la parole.

Il est également important d'améliorer le niveau de connaissance qu'ont les femmes des textes législatifs nationaux et internationaux encadrant leurs droits, afin qu'elles soient pleinement en mesure de les défendre et de les faire connaître.

2.3.2. Établir des structures politiques inclusives et représentatives

La présence des femmes dans les structures politiques (partis et institutions étatiques) est à renforcer. Ceci implique l'adoption et la mise en œuvre de la loi sur la parité, qui permettrait d'améliorer significativement l'accès des femmes à la sphère politique. En outre, les institutions coutumières devraient davantage être ouvertes aux femmes, notamment en ce qui concerne l'accès à la propriété, y compris par voie d'héritage.

2.3.3. Renforcer l'action des organisations féminines et de la société civile

Les organisations féminines doivent revoir leur approche de la participation politique des femmes si elles veulent pouvoir impulser des changements significatifs dans ce domaine. Tout au long de l'enquête, il a en effet été constaté une déconnexion importante entre les citoyennes ordinaires, c'est-à-dire les femmes vivant en milieu rural et semi rural et ne témoignant pas d'un engagement politique particulier, et les leaders de la société civile. Un effort de rapprochement est indispensable.

Dans la mesure où la culture politique actuelle des partis tend à défavoriser largement les femmes, la société civile reste l'espace où peuvent s'affirmer les femmes et développer des capacités de leadership politique. C'est même là que viennent puiser les acteurs politiques lorsqu'ils sont appelés à satisfaire l'exigence de représentation féminine.

2.3.4. Faire le lien entre le local et le global

Pour pouvoir mettre en œuvre des politiques de genre efficaces au plan national, il est important que les acteurs étatiques et les organisations de la société civile aient une connaissance précise des réalités locales auxquelles font face les femmes. Il apparaît donc nécessaire de renforcer les capacités des acteurs travaillant sur le terrain auprès des communautés locales afin de favoriser la mise en place d'initiatives politiques globales appropriées. En outre, il existe un réel problème de coordination entre les différentes actions menées par l'État, la société civile, les femmes et les communautés locales en faveur de la promotion du genre. Ces efforts sont souvent faits de manière sectorielle et parcellaire. Il est important de susciter une dynamique qui rassemble les acteurs politiques et sociaux autour d'un idéal commun : le repositionnement politique des femmes dans un contexte de reconstruction nationale.

2.3.5. Nécessité des palliatifs d'ordre institutionnel, législatif et associatif

Pour combler les retards des femmes, des approches nouvelles sont nécessaires quand on se rend compte que les efforts fournis jusqu'à ce jour ne sont pas porteurs sur la participation politique des femmes. Il faut des palliatifs à cette situation. Ce qui implique une revisitation du système de promotion du genre en RDC mettant en relation le niveau institutionnel, législatif et associatif des femmes.

2.3.6. Conciliation famille-travail

Un casse-tête pour les femmes leaders, quelques stratégies pour y arriver, puisque l'expérience a démontré que les femmes leaders sont toujours confrontées à ce problème, chargée et surchargée au regard des obligations familiales et professionnelles. Voilà pourquoi les femmes congolaises :

- doivent apprendre à déléguer lorsque l'horaire devient trop chargé tout en se rassurant que les tâches déléguées puissent se faire correctement ;

- ne doivent pas surcharger l'horaire de la famille ;
- doivent faire du sport, l'activité physique permet de mieux gérer le stress, d'avoir plus d'énergie et équilibre.

2.3.7. *Émulation homme-femme*

Les femmes congolaises devraient travailler pour une émulation saine qui consiste à ces dernières de vouloir bien faire que les hommes. Se doter de ce sentiment (émulation intellectuelle) considéré comme noble, louable, qui les pousse à surpasser les hommes dans l'acquisition des compétences, des connaissances et diverses activités sociales seraient une bonne chose pour les femmes.

2.3.8. *Intégration des femmes au développement*

Les femmes devraient être regardantes au développement, c'est pourquoi, elles se servent de l'éducation qu'elles bénéficient pour accroître leur présence sur le marché du travail, diversifier leur emploi du temps outre que les travaux ménagers et des soins à la famille et créer un impact au sein de leur communauté puisqu'elles travaillent pour renforcer le rôle des femmes dans l'essor économique et social de la RDC.

2.3.9. *Autonomisation et développement durable*

Les stratégies d'autonomisation aident les femmes à augmenter leur pouvoir de négociation, de prendre d'avantage confiance en elles et accroître leur autonomie en matière de prise de décision. Elle leur offre le choix et le pouvoir d'agir pour leur propre sécurité et celle de leur famille. C'est ainsi que, les femmes se servent de l'éducation qu'elles reçoivent pour accroître leur présence sur le marché du travail, diversifier leur emploi du temps au-delà des travaux ménagers et des soins à la famille et avoir un impact au sein de leur communauté de l'économie et de la société.

2.3.10. *Entrepreneuriat féminin*

L'entrepreneuriat est un levier d'autonomisation des femmes en prenant leur destin économique en main. Il permet aux femmes de renforcer leur confiance et de se positionner comme des grands leaders dans leurs communautés respectives.

3. Conclusion

Ces papiers ont porté sur le leadership féminin face aux défis de l'intégration sociopolitique en RDC avaient pour objectif d'appréhender les défis auxquels les femmes congolaises sont confrontées aux fins d'une intégration sociopolitique équilibrée en RDC.

Selon cette étude, il est évident que la participation politique des femmes en RDC demeure très limitée et qu'elles continuent d'être exclues du monde sociopolitique. Il reste encore beaucoup à faire pour que le leadership féminin soit effectif afin que les femmes soient plus présentes dans les instances de pouvoir et des décisions politiques. Il semble y avoir deux obstacles majeurs qui restreignent l'engagement des femmes congolaises dans la sphère sociopolitique, notamment les conditions sociales et leur position dans la vie active ainsi que le fonctionnement des institutions politiques, culturelles et juridiques.

Il sied en outre de noter que la courbe est jusqu'à présent ascendante, mais de manière titubante étant donné que les femmes doivent encore augmenter des prouesses pour casser ce stéréotype puisqu'ayant des facultés nécessaires de réfléchir comme les hommes.

Il est avéré de confirmer l'hypothèse selon laquelle, le leadership est non sexiste et aucun style de ce dernier n'est favorable aux femmes ou aux hommes, car les femmes sont aussi capables de jouer le même rôle que les hommes dans la sphère sociopolitique.

Kadimba Ilunga Marcel, 0009-0004-5764-9131

Kalokola Yangonde Julien, 0009-0001-3564-6245

Okwango Mindolo junior 0009-0002-1304-3344

Références

- [1]. AFP. (2012). *L'Orien-Le Jour*. Récupéré sur www.lorientlejour.com:
https://www.lorientlejour.com/article/788235/La_politique_est_une_affaire_d%2527hommes.html, Consultée le 10 septembre 2024.
- [2]. ATD, K. R. (2021). Femme et Leadership. *Révue Internationale des Sciences de gestion*, 57-89.
- [3]. Bugandwa, Q. (2023). *Talatala*. Récupéré sur talatala.cd: <https://talatala.cd/eclairage/65/>
- [4]. Cirhibuka, A. D.-M. (2021). *Genre et vie politique en RDC : l'émergence du leadership féminin aux prises avec les logiques de domination masculine*. Bukavu: African sociological Review.
- [5]. Coenen, H. J. (2009). *L'égalité professionnelle entre hommes et femmes : Une gageure*. Pari, L'Harmattan.
- [6]. Dembélé, A. (2014). *La protection des droits des femmes en Afrique : analyse des instruments juridiques nationaux et internationaux*. Paris, L'Harmattan.
- [7]. Dumez, H. (2015). *Méthodologie de la recherche qualitative. Les questions clés de la démarche compréhensive*. Paris, Vuibert.
- [8]. Eviatiwi, K. (2020). Women leadership paradigm:pro and contra on woman as leaders in various views. *Economics & Business Solutions Journal*, Volume 4, (1), 36-48.
- [9]. Fleur, C. (2020). *Définition de leadership et différence avec le management*. Récupéré sur CADREMPLOI:
<https://www.cadremploi.fr/editorial/conseils/conseils-carriere/quest-ce-que-le-leadership->, Consultée le 15 juillet 2024.
- [10]. Houdzi, K. E. (2018, Octobre - Novembre 2018 9). Le leadership féminin : l'impact de la perception du rôle social de genre. *Revue des Études multidisciplinaire en Sciences Économiques et sociales*, 242-255.
- [11]. Maruani, M. (1998). *Les nouvelles frontières de l'inégalité. Hommes et femmes sur le marché du travail*. Paris, La Découverte et Syros.
- [12]. Moleka, Pe. (2022). *Leadership Féminin et Développement Communautaire en RD Congo*. Paris, Etudes Scientifique.
- [13]. Ntumba, A. M. (2020). *Rapport annuel sur l'action d'autonomisation de la jeune fille vulnérable dans la ville de Kinshasa*. Kinshasa, BRADEL.
- [14]. Perret, M. (2022). *ONU FEMMES*. Récupéré sur <https://www.unwomen.org/>: <https://www.unwomen.org/fr/what-we-do/leadership-and-political-participation>, page consultée le 12 août 2024.
- [15]. Perrot, A. (2016). *Hokhma*. Récupéré sur Croirepublications.com:
<https://www.croirepublications.com/hokhma/divers/article/la-femme-selon-genese-2-18-20-assistante-ou-secours-pour-l-homme--1>, Consultée le 14 août 2024.
- [16]. Ridgeway, C. C. (2004). unpacking the Gender System. A Theoretical Perspective on Gender Beliefs and Social Relations. *Gender & Society*, 18, 4, 510-531.
- [17]. Thebaud, F. (1999). Le temps du gender Ecrire l'histoire des femmes. *Revue d'histoire*, 165-166,
https://www.persee.fr/doc/xxs_0294-1759_1999_num_64_1_3913_t1_0165_0000_4, Consultée le 13 août 2024.
- [18]. UNESCO. (2016). *Relief web*. Récupéré sur reliefweb.int: <https://reliefweb.int/report/world/les-filles-sont-deux-fois-plus-nombreuses-que-les-gar-ons-ne-jamais-commencer-l-cole-d#:~:text=Les%20disparit%C3%A9s%20entre%20les%20sexes,les%20donn%C3%A9es%20de%20l'ISU>, Consultée le 14 août 2024.

- [19]. Vallet, E. (2016). *La difficulté des femmes aux fonctions exécutives fédérales aux-unis, politique américaine*. Paris, l'Harmattan.
- [20]. Yalenga, E. (2024). Si jeunesse savait. (Kadimba, Intervieweur)